

Bonjour à toutes et à tous.

Quatre ans et un monde franchement différent. Des bouleversements et des crises qui n'étaient pas toute prévisibles.

Pour autant, à l'exception de la crise sanitaire et géopolitique, les stigmates des changements en cours et des mauvaises orientations à subir étaient déjà bien amorcés.

En 2018, côté cheminots, nous commençons à avoir un sérieux avant-goût du fruit.

1. Quatre années chaotiques marquées par les crises donc, avec des étapes successives :
 - a. **Mise en place des CSE** tout d'abord. Dans des entreprises ferroviaires deux effets :
 - i. rendre plus difficile **l'appréhension des questions CHSCT** pourtant indispensables dans un secteur industriel comme le ferroviaire ;
 - ii. mettre les salariés qui choisissent de s'engager dans des mandats éloignés du terrain, de notre raison d'être : la proximité. En un mot, mettre les élus dans une **machine à laver à essorage puissant et continu**.
 - b. Plus spécifiquement, pour les cheminots, durant ces quatre années :
 - i. **Réforme de 2018** :
 1. Une réforme avant tout politique qui a abouti à une multiplication de décisions calamiteuses

2. la CFDT a joué pleinement son rôle et face à un Gouvernement qui ne voulait pas dialoguer, dans le premier grand conflit social du 1^{er} mandat d'E. Macron, elle a arraché des dispositions protectrices grâce à sa force de propositions ; mais cette loi est restée une mauvaise réforme porteuse de difficultés économiques pour financer les politiques publiques du transport, pour embaucher et garder des salariés et d'une ouverture à la concurrence qui n'a amené ni améliorations du service ni diminution des coûts ;
- ii. Réforme des retraites. La CFDT Cheminots s'est pleinement inscrite dans la réforme systémique portée par la CFDT. Quand un gouvernement qui vous mets un grand coup avec une réforme de secteur en vous disant, « promis juré, on ferme le statut mais ceux qui y sont conservent leurs droits ». Quand ce même gouvernement, 1 an après, pas 3 ans, pas 10 ans, non, 1 an après vous dit « finalement non finalement on revient sur notre parole et en plus, la CFDT, vous demandez du progrès social pour ceux qui sont contractuels (donc, pas statutaire) », Cela est le signe de la rupture de la parole publique, de la rupture de l'engagement, du mépris du corps social et de la démocratie sociale. Je tiens à dire qu'une fois encore, la CFDT a su tenir compte de la situation des cheminots et notre projet de résolution intègre désormais la nécessaire question du maintien des droits acquis et de la transition pour les régimes spéciaux et la fonction publique.
- iii. La crise sanitaire. Comme pour toute la société, tous les secteurs, les ravages de cette crise ont été profonds et majeurs avec des impacts sur les liens sociaux, les effets collectifs et individuels. Ca a tapé dur, ça a tapé fort. La promesse du « monde d'après » a fait long feu. Par contre, la mobilisation des essentiels, elle, a été immédiate : Pour les cheminots, l'acheminement des marchandises, indispensable dans cette période de crise. La mise en place

des TGV sanitaires, la gestion des flux en gares, les contrôles divers, nouveaux et variés. Et pourtant, est-ce que les cheminots ont été reconnu comme salariés de la seconde ligne ? Non, seule deux catégories de métiers l'ont été. Est-ce que les dispositifs de reconnaissance ont été déployés ? Non, il a fallu attendre 2022 pour en négocier et les mettre en place.

Alors oui, il faut poser la question de la reconnaissance, porter haut et fort la juste utilité sociale des salariés et le caractère indispensable de ceux qui font, mais franchement, le corps social est traversé par une grande lassitude.

- iv. **Quatrième crise : démocratique.** Celle qui se nourrit de cette lassitude et nous accable. Celle dont les répercussions politiques sont dramatiques et s'incarnent dans une montée qui semble inexorable de l'extrême droite.

Et là encore, **la parole publique est brouillonne quand elle s'éloigne des valeurs.** Elle n'a pas la clarté de celle de la CFDT. Entendre, dimanche soir, ceux qui ont été élus grâce au sens des responsabilités et des valeurs des électeurs, tortiller de la partie la plus charnue de leur anatomie pour ne pas dire clairement pas une voix à l'extrême droite est simplement affligeant. C'est pur scandale.

C'est cette inquiétude qui sourd. Cette inquiétude qui nous prend aux tripes quand la situation géopolitique vire au drame.

C'est dans ce cas que les valeurs de solidarité de la CFDT s'exprime aussi. La mise en place de convois partis pour la frontière ukrainienne par la FGTE l'illustre très concrètement.

2. Dresser le bilan et se projeter.

Nous le faisons à hauteur de cheminots, de syndicalistes et de citoyens que nous sommes.

Pour le bilan on peut le dire : on nous a bien chargé durant 4 ans. Alors, soyons clairs, revivre ce que nous avons traversé dans les relations avec ces dirigeants, le peu de considération voire de mépris pour les salariés et de ceux qui les représentent, pour la CFDT Cheminots, c'est « même pas en rêve ».

Il faut maintenant se tourner vers l'avenir et il y a plusieurs temps.

1. L'urgence, tout d'abord, c'est celle de la situation économique des salariées et des citoyens. Une fois encore, la crise tape dure. Nous n'allons pas ici égrainer les chiffres que tout le monde connaît sur l'inflation et sur l'impact du reste à vivre. Ce que nous pouvons dire c'est qu'au quotidien c'est bien la préoccupation prioritaire de ceux que nous représentons.
2. Le court terme, c'est celui des choix politiques avec des réformes inscrites à l'agenda social. Et là, nous ne sommes pas dans l'urgence pour les salariés quand arrive l'inévitable réformes des retraites. La position, très claire, posée par la CFDT est juste. Elle est très attendue et entendue par les salariés. Côté Cheminots, vous le savez, le sujet revêt une importance très marquée et s'invite, pour faire bonne mesure, dans une année d'élection professionnelle... Alors nous le disons : une réforme qui ne se base sur aucune nécessité économique, qui n'apporte aucun progrès social mais qui, finalement, sert de marqueur politique, côté cheminots, on a donné et la réponse n'a pas varié : c'est non !
3. Le moyen et le long terme avec les questions structurelles.

Pour ce qui nous concerne la question du transport ferroviaire et des politiques publiques est évidemment cruciale. Elle concerne les salariés du ferroviaire, de la restauration et de la manutention ferroviaire, mais pas que. Au final, elle nous concerne tous puisque dans un moment où la transition énergétique et écologique est juste une obligation absolue, le ferroviaire a toute sa place à prendre.

La CFDT Cheminots l'a traduit dans un manifeste pour un système ferroviaire plus écologique et solidaire et l'a ouvert aux parties prenantes via une plateforme publique.

C'est une nécessité car :

- il faut répondre aux enjeux de manque d'attractivité du secteur ;
- il faut faire progresser les droits sociaux. Allez, un seul exemple pour vous en convaincre. Nous sommes tous ici convaincus de l'importance de la protection sociale et de la mise en place de dispositifs de prévoyance. Les fonctions publiques viennent de franchir le pas. C'est une très bonne chose. Et bien figurez-vous que les cheminots au statut en sont encore privés. Je vous jure que, pourtant, on a pas une passion pour les mohicans et qu'on cherche pas à être les derniers.

La question fondamentale est de savoir quel service de transport ferroviaire voulons-nous ? Quelle politique publique doit être mise en place ? Quelles seront les conditions sociales ? Nous y travaillons dans le cadre d'une FGTE rassemblée.

Ce temps qui s'ouvre à nous doit être celui de la juste reconnaissance et de la construction. C'est pour cela que le SNCAC se prononce favorablement pour le rapport d'activité et apportera des propositions pour la résolution.

Le programme est dense pour ce qui arrive, mais nous savons que les valeurs qui nous guident ouvrent de belles perspectives pour la démocratie sociale et la CFDT.

Alors, plus que jamais, nous sommes fiers d'être cheminots et fiers d'être CFDT !